

Préfecture d'Albi le mercredi 23 avril 14h
Lettre remise au Conseiller « Environnement » de François Hollande
à son intention :

Monsieur le Président, la protection de nos territoires ruraux est une urgence !

Depuis quelques années nos territoires ruraux les plus vulnérables sont pris d'assaut par les protagonistes de l'éolien industriel au nom d'une prétendue nécessité énergétique, mais surtout en raison des incroyables avantages fiscaux, financiers et réglementaires qui leur ont été octroyés.

Jamais un groupe de pression n'a pu bénéficier d'autant de faveurs. Il a su mener avec habileté une action continue auprès des élus locaux et des parlementaires, sensibles à des promesses plus ou moins transparentes et souvent mensongères. Les imprécateurs du sauvetage de la planète, fascinés par une technologie parée à leurs yeux de toutes les vertus, leur apportent tout leur soutien.

Il en résulte pour nos territoires ruraux un massacre environnemental et une meurtrissure sociale.

Un massacre environnemental

- l'absence de planification du développement éolien se traduit par des implantations au coup par coup dans des secteurs isolés. Il en résulte - outre une multiplication de nouvelles installations de raccordement au réseau électrique (transformateurs, lignes à haute tension) avec leurs surcoûts considérables - un véritable mitage des espaces naturels ;
- toutes les considérations sur la protection de l'avifaune et des chiroptères, des couloirs de migration et des espaces naturels fragiles sont systématiquement minimisées voire ignorées, tant dans les études d'impact que dans les avis de la DIREN, plus soucieuse d'objectifs quantitatifs que de défendre la précieuse et fragile biodiversité de nos territoires.

Une meurtrissure sociale

- les atteintes à la démocratie locale se multiplient à l'occasion de chaque projet éolien dans nos collectivités locales : dissimulation et rétention d'information, mépris des inquiétudes exprimées par les citoyens, distribution d'avantages financiers, conflits d'intérêts, enquêtes publiques souvent partiales et toujours favorables aux projets ;
- le choix presque systématique de sites d'implantation éloignés des bourgs principaux ou en bordure de la commune voisine, les avantages financiers accordés aux uns et les nuisances que doivent supporter les autres, exacerbent les tensions sociales ;
- la brutale transformation de leur environnement, la dégradation de leur paysage familial, hérité de générations plus respectueuses de l'harmonie rurale, les nuisances réelles des aérogénérateurs, constamment ignorées par ceux qui devraient les en protéger, sont autant de blessures profondes pour les habitants de nos territoires.

Le Haut-Languedoc a la chance d'être un territoire reconnu au niveau national pour sa forte valeur patrimoniale et paysagère qui lui a valu d'être classé Parc régional naturel. Une centaine d'éoliennes industrielles sont installées à ce jour sur ce territoire et plus de cinq cents éoliennes seraient en prévision.

Le Haut-Languedoc est sur le point de perdre un patrimoine précieux. La poursuite de cette industrialisation d'espaces naturels préservés jusqu'ici, est une menace grave pour la biodiversité, pour le cadre de vie et pour le potentiel touristique de notre région.

Nous sommes convaincus qu'il existe des réponses techniques, avant tout pour la réduction de nos consommations énergétiques, mais également pour la production d'énergie, plus adaptées à notre contexte et à notre époque, faisant appel à l'innovation, à la responsabilité des acteurs locaux et s'inscrivant dans le développement local.

Monsieur le Président, nous savons que vous ne céderez pas aux voix de ceux qui se satisfont de mépriser nos inquiétudes, nos réflexions et nos propositions, en nous qualifiant d'anti-éoliens. Nous vous demandons solennellement d'intervenir pour que soit trouvée une réponse favorable aux problèmes que nous vous avons exposés.

Les associations Arvie, Calelh, Noelin, Reveihl, Sauvegarde des maisons et paysages, Vent d'Alerte (Tarn) Eho!lien local, L'Engoulevent (Hérault), militant pour préserver une montagne authentique et accueillante, pour défendre les droits de ses habitants et pour promouvoir des alternatives énergétiques à l'échelle locale dans le Haut-Languedoc, ont rédigé cet appel.